

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES



BIOMEDICAL



La fourniture, l'installation, la mise en service de tables d'opération à transfert motorisé ou non, accessoires, formations et maintenance associée.



2025_BIO_GHT_006



Les numéros de marchés seront communiqués sur le courrier de notification des lots.

NCHFS

18.402

18.401

81.191



APPEL D'OFFRES



4 lots



Accord cadre à bons de commandes



- ☒ le CHD Vendée
- ☐ le CH Côte de Lumière
- ☐ le CH Loire Vendée Océan

- ☐ le CH Fontenay le Comte
- ☐ le Groupe Public Hospitalier et Médico-Social des Collines Vendéennes
- ☐ le CH Ile d'Yeu
- ☐ le CH Noirmoutier
- ☐ l'EPSM Vendée G. Mazurelle



FOURNITURE : 4 ans ferme à compter de la date de notification du marché.

MAINTENANCE : 4 ans ferme à compter du 01/07/2028 reconductible tacitement pour une nouvelle période de 4 ans.



REVISABLE



Taux révision maximum est de 1%



50 jours

Pour vous aider dans la lecture du contrat, quelques icônes pour vous repérer :



Durée ou délai important ;



Point de vigilance ;



Document à transmettre ;

QUELQUES MOTS SUR L'ACHETEUR PUBLIC – SES PARTICULARITES

1. CONTEXTE RELATIF AUX GROUPEMENTS HOSPITALIERS DE TERRITOIRE

En application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé, un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé est consacré : les groupements hospitaliers de territoire.

2. FORME JURIDIQUE DE LA MUTUALISATION

Le CHD Vendée est désigné établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Vendée.

La fonction achat des établissements partie au Groupement Hospitalier de Territoire est déléguée à l'établissement support.

Le Centre hospitalier Départemental de Vendée en application des articles L.2113-2, L213-3 du Code de la Commande Publique exerce les opérations de passation de marchés publics mais uniquement au bénéfice des établissements partie au Groupement Hospitalier de Territoire.

2.1 Membres du GHT Vendée

Les établissements publics de santé partie au Groupement Hospitalier de Territoire sont les suivants :

- CHD Vendée
- CH Loire Vendée Océan
- CH Côte de Lumière
- CH Fontenay le Comte
- Groupe Public Hospitalier Médico-Social des collines vendéennes
- EPSM Georges Mazurelle
- Le CH de Noirmoutier
- Le CH de l'Île d'Yeu

2.2 Compétences et missions dévolues à l'établissement support et aux établissements parties

Le CHD Vendée assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation du marché pour :

- Analyse et consolidation des besoins
- Elaboration de la politique d'achat et des stratégies d'achat

- Passation des marchés publics (publication, modification du Dossier de Consultation des entreprises, négociation avec les candidats, choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, notification des courriers de rejet et de pré-attribution, signature du marché, notification du marché)
- Litiges au stade de la passation du marché (marchés subséquents inclus)
- Passation, négociation et signature des modifications de marchés
- Passation des marchés subséquents

Les autres compétences relèvent des établissements parties.

A ce titre, les établissements partis sont compétents en phase d'exécution pour :

- L'opportunité d'émettre un besoin
- L'émission des bons de commande
- L'application des pénalités
- Le règlement des litiges au stade de l'exécution des bons de commande et marchés subséquents
- La notification des ordres de service
- Le contrôle de l'exécution et vérification du service fait
- Le paiement du cocontractant
- L'élaboration du décompte
- La gestion des mémoires en réclamation
- Les décisions de reconduction/non-reconduction
- Les décisions de résiliation
- Les acceptations/refus des révisions des prix
- La liquidation et mandatement des factures
- La gestion des déclarations de sous-traitance intervenues en cours d'exécution de marchés

DISPOSITIONS GENERALES

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la **fourniture, l'installation, la mise en service de tables d'opération à transfert motorisé ou non, accessoires, formations et maintenance associée.**

Afin de répondre aux besoins des différentes spécialités, tous les accessoires doivent pouvoir être proposés dans le cadre du marché dans l'annexe 1 et dans le catalogue du titulaire pour permettre des configurations de tables adaptées au besoin des spécialités chirurgicales.

Clause catalogue : Tarif public remisé

En plus des articles décrits dans les lots et du catalogue d'accessoires, les établissements membres du GHT Vendée pourront acheter, pendant la durée du marché, ponctuellement et pour des besoins spécifiques, d'autres dispositifs de même nature à l'objet du marché et figurant au catalogue client du titulaire. Ces achats ne pourront être réalisés que dans la limite de 10% du volume d'achat réalisé dans le présent marché avec les produits référencés.

Dans ce cadre, il est demandé au titulaire de fournir les tarifs publics de l'ensemble des produits proposés.

Le CHD Vendée se réserve la possibilité de réaliser des marchés de prestations similaires dans les conditions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

2. ALLOTISSEMENT

La consultation est composée de 4 lots :

- Lot n°1 : Fourniture et maintenance de tables à transfert motorisé
- Lot n°2 : Fourniture et maintenance de tables à transfert NON motorisé
- Lot n°3 : Fourniture et maintenance de tables vasculaires à transfert motorisé,
- Lot n°4 : fourniture et maintenance de tables vasculaires à transfert NON motorisé.

3. DESIGNATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Les établissements du GHT Vendée qui ont émis un besoin initial sont :

- ☒ CHD Vendée (sites de La Roche Sur Yon, Luçon et Montaigu),
- ☐ CH Loire Vendée Océan (site de Challans, Machecoul et Saint Gilles),
- ☐ CH Côte de Lumière,

- ☐ CH Fontenay le Comte,
- ☐ Groupe Public des Collines Vendéennes (Résidence du Pré-Bailly à la Chataigneraie, Résidence Comtesse d'Asnières à Saint Pierre du Chemin, Résidence Pré-Bailly, Résidence Sainte Catherine de Thouars à Pouzauges)
- ☐ CH l'Île d'Yeu
- ☐ CH Noirmoutier
- ☐ EPSM Vendée

Les autres établissements membres du GHT Vendée qui n'ont pas mentionné de besoin initialement pourront intégrer et bénéficier des conditions du marché, dans un second temps et ceci pendant toute la durée du marché (périodes de reconduction comprises).

Les conditions d'intégration des établissements sont précisées dans le présent document.

4. PROCEDURE APPLIQUEE

Le marché est lancé selon **un appel d'offres ouvert** en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

5. TECHNIQUE D'ACHAT UTILISEE

Pour chaque lot, la technique d'achat utilisée est **l'accord-cadre à bons de commande** conformément aux articles R.2122-2 à R.2162-6 et R. 2162-13 et suivants.

L'accord cadre est pour chaque lot :

☒ Monoattributaire



☐ Multiattributaires



Chaque lot (investissement et maintenance) s'exécutera au fur et à mesure des besoins, par l'émission de bons de commande. L'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

L'accord cadre est réalisé pour chaque lot :

☒ Sans minimum

☒ Avec maximum

Le MAXIMUM est évalué :

☐ En valeur (montant)

☒ En quantité

Le MAXIMUM correspond à la fourniture et à la maintenance de 44 tables, sur la base de la répartition suivante :

- Lot N°1 : 32 tables
- Lot N°2 : 4 tables
- Lot N°3 : 4 tables
- Lot N°4 : 4 tables

6. DUREE ET DEBUT D'EXECUTION DU MARCHE



La durée des marchés est prévue ainsi :

INVESTISSEMENT : chaque lot est conclu pour une période de 48 mois à compter de sa date de notification.

Pour chaque lot, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de l'accord cadre. Les bons de commandes peuvent s'exécuter au-delà de la date limite de l'accord cadre sans pouvoir excéder un délai de 6 mois.

EXPLOITATION : chaque lot est conclu pour une période de 48 mois à compter du 01^{er} juillet 2028. Il est reconductible 1 fois 48 mois soit une durée maximum de 96 mois, soit 8 ans.

Pour chaque lot, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de l'accord cadre. Les bons de commandes peuvent s'exécuter au-delà de la date limite de l'accord cadre sans pouvoir excéder un délai d'exécution de 12 mois.



Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation **dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur.**

Pour chaque lot, en maintenance, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si le CHD Vendée ne souhaite pas reconduire un lot, il prendra une décision de non-reconduction, qui sera notifiée 2 mois

avant la date anniversaire du marché (date de notification de chaque lot). Si, à la date anniversaire du marché, le silence est gardé par le CHD Vendée, le lot est reconduit automatiquement à l'identique pour la nouvelle période.

La non-reconduction du lot n'emporte pas l'application d'une quelconque indemnité au profit du titulaire pour non-exécution du marché.

7. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, Le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD VENDÉE fait foi, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen
- **le Cahier des Clauses Techniques Particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD VENDÉE fait foi,
- **le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG FCS). Le C.C.A.G n'est pas joint matériellement au marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- **l'acte d'engagement et ses annexes** dûment datés et signés, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen ;
- **le bordereau de réponse technique et financière complété par le candidat, datée et signée ;**
- **le catalogue valorisé des pièces détachées ;**
- **le catalogue valorisé des accessoires, éventuels consommables ;**
- **le catalogue des prestations intellectuelles (formations) ;**
- **le plan de prévention signé pour la première année de mise en place du marché**
- **les attestations de formations des techniciens habilités à réaliser la maintenance sur les dispositifs médicaux;**
- **les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification, le cas échéant**

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels (conditions générales de vente par exemple) et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

PIÈCES A REMETTRE AU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. Elle ne comprendra pas non plus les pièces du titulaire cités dans les documents constitutifs du marché à l'article précédent, le 4.1.

8. PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1 ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.



En application des articles D.8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles **tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci. Le titulaire devra remettre ces justificatifs sans attendre une action quelconque de l'acheteur public. Ces éléments seront à remettre par mail au gestionnaire marché référent du présent dossier (cf coordonnées à la fin du document).**

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et **avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur** indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

8.2 DISPOSITIFS DE VIGILANCE

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG-FCS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service sans qu'il soit signé une modification au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG -FCS.

Cet article complète l'article 6 du CCAG-FCS.



Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante

CHD VENDEE

DEPARTEMENT TERRITORIAL DES RESSOURCES MATERIELLES ET DU PATRIMOINE

CELLULE JURIDIQUE DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE

LES OUDAIRIES

85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

ou par mail (adresse gestionnaire marchés).

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à la suite de cette résiliation.

Si l'Acheteur public décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à l'Acheteur public. Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent.

9. PLAN DE PROGRES



À la date anniversaire du présent marché, le titulaire présentera à l'acheteur un projet détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés. Ce plan d'actions précisera également les rôles et responsabilités des acteurs, les modalités de pilotage et d'évaluation.

Le plan de progrès élaboré conjointement par les parties précisera les points suivants :

- 1) les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- 2) les indicateurs de mesure associés ;
- 3) les actions à la charge du titulaire ;
- 4) les actions à la charge de l'acheteur ;
- 5) les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) les modalités de partage des gains financiers ;
- 8) les instances dévolues au pilotage et à la gouvernance.
- 9) les upgrades permettant l'évolution des équipements, et l'augmentation de leur durée de cycle de vie.

Le plan de progrès, validé par les parties, sera (option 1) contractualisé dans le cadre d'un acte modificatif du marché ou (option 2) formalisé dans le cadre d'un échange de courrier dès lors qu'il ne modifie pas les stipulations du contrat.

Les axes de progrès envisageables peuvent s'articuler autour de 5 thématiques principales :

1. Technique :

Améliorer la qualité d'un service ;
Augmenter la satisfaction des utilisateurs ;

2. Sociale :

Renforcer la lutte contre la non-discrimination et pour l'égalité hommes/femme ;

3. Environnementale :

Restreindre l'impact environnemental de la prestation ;
Supprimer les emballages plastiques ;
Maîtriser les consommations ;
Augmenter le taux de traitement et/ou de réutilisation des déchets par leur recyclage, réemploi ou valorisation.
Réduire l'impact carbone de la livraison des produits achetés.

4. Financière :

Diminuer le prix des prestations par la réduction des coûts.

5. Organisationnelle :

L'optimisation de la logistique ;
La simplification des processus (ex : dématérialisation)
Encourager les démarches qualités

10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE

Les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché.

Ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.



Le titulaire indiquera dans un rapport lors des réunions de suivi annuel, la prise en compte sur l'ensemble du cycle de vie des fournitures (pièces, consommables) ou des services (maintenance, formation) :

Pour les tables, pièces, consommables, services de maintenance :

- la réduction des prélèvements des ressources;
- les actions en faveur du réemploi pour les pièces et consommables, de la réutilisation, du reconditionnement (concernant l'inox par exemple) ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique;
- les indices de réparabilité (démontabilité, disponibilité des pièces et leurs prix) ;
- la limitation des plastiques à usage unique et des suremballages ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air;
- la réduction des impacts sur la biodiversité;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Pour la fin de vie des produits :

- les actions en faveur du réemploi pour les pièces et consommables, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées (par exemple dans les accessoires) et du recyclage et quel organisme a été sollicité (exemple : Confia, screlec (pour les piles et batteries), corepile (pour les piles et batteries).
- Pour les tables, les modalités de reprise éventuelle

- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation (piles, batteries) ;

Concernant les véhicules utilisés :

- la formation à l'éco-conduite avec présentation de justificatifs ;
- l'utilisation de pneus rechapables ou rechapés ;
- le recours aux produits d'entretien biosourcés type lubrifiants avec écolabel européen et recours aux pièces de carrosserie issues du recyclage ;
- optimisation des trajets pour les phases de maintenance préventives et des livraisons des tables.

Concernant les livrables :

- privilégier les supports dématérialisés ;

Si des impressions sont nécessaires :

- Optimisation de la mise en page visant à réduire le nombre de pages à imprimer, l'impression en noir et blanc, en recto/verso, le recours aux encres végétales ainsi que du papier bénéficiant d'un éco label.
- Le titulaire du marché prendra soin de proposer des fournitures respectant les spécifications techniques suivantes : les appareils doivent être capables d'utiliser du papier recyclé. Pour les appareils dont la vitesse d'impression est supérieure ou égale à 19 ppm, une fonction impression recto verso automatique doit être disponible.
- Labels (ou équivalents) :

Pour le papier : exemple de label : écolabel européen ou nordique ou l'Ange bleu ou FSC ou équivalent

- Pour les cartouches d'encre : exemple de label : écolabel nordique ou Ange bleu ou équivalent

11. MODIFICATIONS DU MARCHE PAR CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Il est indiqué ci-dessous, le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

11.1 CHAMP D'APPLICATION, NATURE ET CONDITIONS D'USAGE DES MODIFICATIONS

Les modifications de marché figurant dans la liste suivante donneront lieu à une modification du marché par réexamen :



MODIFICATIONS A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Modifications concernant la situation du titulaire :

- Changement d'adresse
- Changement de dénomination sociale sans création de personne morale nouvelle ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement de statut juridique, s'il est certain que celui-ci n'a pas d'incidence sur la poursuite du marché ;
- Cession de marché (fusion-absorption, cession d'activités...) sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - o La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - o Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par le CHD Vendée lors de la participation à la procédure de passation du marché initial. Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires. (cf Règlement de consultation).
 - o Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, une copie de l'acte unilatéral lui sera transmis.

Si le cessionnaire ne dispose pas des capacités requises, le marché sera résilié sans aucune indemnité pour le titulaire.

Modifications concernant les dispositifs médicaux (tables d'opération et accessoires), notifiés dans le marché :

- Modification de référence commerciale d'une table, d'un accessoire ;
- Arrêt de commercialisation du dispositif référencé (table, accessoires) dans la mesure où une substitution est possible et acceptée par l'établissement ;
- En cas d'évolution technologique des dispositifs (table, accessoires), dans la mesure où la substitution est possible et acceptée par l'établissement ;
- En cas de rupture de stock d'un dispositif (tables, accessoires) dans la mesure où une substitution est possible et acceptée par l'établissement ;
- Substitution de dispositifs (tables, accessoires) en cas de matériovigilance après accord des établissements.

Dans tous ces cas de figure, nous ne pourrions être retenus comme responsable de la non-exécution partielle ou totale du marché avec les dispositifs retenus initialement dans le cadre du marché.

MODIFICATIONS A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR PUBLIC :

- Entrée d'un établissement membre du GHT dans le marché qui n'avait pas émis de besoin initialement sur la procédure mais qui en cours de marché sollicite un besoin sur les dispositifs retenus dans le cadre du marché (en investissement et en exploitation);
- Rehaussement du montant annuel maximum HT de l'accord-cadre dans la limite de 10% de ce montant pour l'investissement en achat des tables (accessoires compris). Cette clause pourra être déclenchée lorsque la consommation annuelle de l'accord-cadre aura atteint 80% du montant maximum annuel HT pour la partie investissement en achat des tables (accessoires compris). Dans le cas où cette clause serait déclenchée, le nouveau montant maximum annuel HT de l'accord-cadre vaudra pour l'ensemble des années restantes de l'accord-cadre.
- Dans le cadre du marché de maintenance, les tables actuellement présentes dans les parcs des différents établissements du GHT pourront intégrer les différents lots, afin de permettre une continuité des prestations de maintenance à la suite de fins de garantie, fin de marchés de maintenance dans une optique de convergence.

11.2 ETAPES DE REALISATION DE LA MODIFICATION



Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter tous les éléments permettant d'attester la modification (courrier d'accompagnement et éléments de preuve en fonction de la nature de la modification indiquée ci-dessus);
 2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète et elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.
 3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte de réexamen (sous la forme d'un acte unilatéral) à l'appui des documents transmis par le titulaire et le soumettra en signature auprès du directeur général du CHD Vendée. Une copie sera transmise au titulaire par la plateforme PLACE.
- Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable d'un quelconque problème d'exécution (rejet de facture...), sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

11.3 CAS PARTICULIERS

En cas de rupture d'approvisionnement : (accessoires, tables, pièces détachées)

Le titulaire s'engage à informer les services biomédicaux des établissements dans les plus brefs délais en indiquant:

- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- La cause de la rupture,
- La durée prévisionnelle de cette rupture,
- Tout élément permettant de proposer des solutions alternatives aux établissements.

L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. (Cf Modification à l'initiative du titulaire par réexamen.)

En cas de désaccord, l'Acheteur se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition en commande de l'équipement, de l'accessoire, de la pièce.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les dépenses restent acquises aux établissements du GHT Vendée.

Dans le cas où le Titulaire ne résolve pas, dans un délai de trois mois, ses difficultés d'approvisionnement, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent marché public pour faute du titulaire dans les conditions prévues ci-après.

En cas d'arrêt de commercialisation :

Le titulaire s'engage à informer les services biomédicaux des établissements dans un délai minimum de 24 mois avant la date de fin de commercialisation.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. (Cf Modification à l'initiative du titulaire)

En cas de désaccord, l'Acheteur se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le Titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

En cas d'évolution technologique

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, l'Acheteur se réserve la possibilité d'acheter au titulaire le nouvel équipement ou accessoire en substitution de l'ancien modèle, sans qu'il puisse lui être opposé la non-exécution de la totalité du marché avec l'ancienne référence (cf modification par réexamen art.9.1) En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'évolution réglementaire ne permettant pas de faire évoluer le marché, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois. Dans tous les cas, le prix du marché ne pourra excéder une majoration de plus de 5% par rapport au prix du matériel initialement référencé.

En cas de résiliation, afin de maintenir une couverture contractuelle, le temps de relancer la procédure, la résiliation prendra effet 6 mois après la date de notification de la résiliation (AR notification).

12. MODIFICATION DE MARCHE PAR CLAUSE MODIFICATIVE

Le marché peut être modifié pour d'autres motifs que ceux précédemment cités dans les conditions décrites par le code de la commande publique indiquées ci-dessous.

12.1 NATURE DES MODIFICATIONS

TRAVAUX, FOURNITURES OU SERVICES SUPPLEMENTAIRES DEVENUS NECESSAIRES

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

CIRCONSTANCES IMPREVUES

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

Cet article complète l'article 24 du CCAG FCS.



RAPPEL : OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

Modalités de poursuite du contrat dans le cadre de circonstances imprévues

➤ Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie de clause modificative, peut notamment prendre la forme :

- **d'une prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité des soins ;
- **d'une prolongation du délai d'exécution** dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS

le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

➤ Modification temporaire des prix

le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation **temporaire** des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat impactant les

conditions économiques de son offre initiale par des charges extracontractuelles excessives, c'est-à-dire des charges non prévues lors de la conclusion du marché, qui entraînent le bouleversement de son équilibre.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

L'acheteur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix. L'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. Le silence de l'acheteur ne vaut pas acceptation des nouveaux prix. Si l'acheteur entend accepter la demande, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts dans une annexe au contrat prévue à cet effet.

Le montant de l'augmentation des prix sera strictement **limité à 50% du montant de l'augmentation des charges extracontractuelles** dûment démontré selon la formule suivante :

Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois pendant toute la durée du marché, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par l'Acheteur. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initial(aux) demeure(nt) applicable(s).

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'annexe au contrat signée par l'acheteur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

➤ **Modalités de suspension du contrat**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'acheteur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par clause modificative à la fin de la période de crise.

MODIFICATION NON SUBSTANTIELLE

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

MODIFICATION DE FAIBLE MONTANT

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, l'Acheteur prend en compte le montant cumulé.

12.2 ETAPES DE REALISATION DE LA MODIFICATION

Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter tous les éléments permettant d'attester la modification (courrier et justificatifs);
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète, elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte modificatif à l'appui des documents transmis par le titulaire et lui proposera le document en signature.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable d'un quelconque problème d'exécution (rejet de facture...), sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.

4. Une fois le document signé par le titulaire, il devra être signé par le Directeur Général du CHD Vendée dans sa mission d'établissement support.
5. Le document sera ensuite notifié auprès du titulaire sur la plateforme PLACE, pour mise en œuvre.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

13. PARTENARIAT/ COLLABORATION TECHNIQUE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur public et le titulaire peuvent convenir ponctuellement de partenariats à titre gracieux, visant à encourager l'innovation, la valorisation technique, le retour d'expérience ou la mise en visibilité d'usages dans un contexte opérationnel.

Ces partenariats ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de modifier substantiellement les prestations prévues au marché ni d'octroyer au titulaire un avantage financier ou concurrentiel indu. Ils sont sans incidence sur le montant du marché et ne donnent lieu à aucun paiement.

Peuvent notamment être envisagés, à titre non limitatif :

- l'organisation de visites du site de l'acheteur public à destination de tiers (clients, partenaires, collaborateurs du titulaire) à des fins de démonstration technique ou de valorisation de la solution déployée ;
- la mise à disposition temporaire ou permanente de compléments techniques, équipements, dispositifs expérimentaux ou versions avancées de produits ;
- l'organisation conjointe d'ateliers, de retours d'expérience, ou d'actions de sensibilisation sur le site de l'acheteur public ou à distance ;
- le prêt gracieux de matériel ou logiciels à des fins d'essai, de démonstration ou de formation interne.

Chaque initiative de ce type devra faire l'objet d'un accord écrit préalable de l'acheteur public, précisant notamment l'objet, les modalités d'intervention du titulaire, la durée, le périmètre technique, les bénéficiaires et les conditions de confidentialité ou de sécurité applicables. Le cas échéant, les Parties formaliseront leur accord par un protocole ou un document de cadrage signé des deux parties.

En tout état de cause, ces partenariats ne peuvent porter atteinte aux principes fondamentaux de la commande publique, notamment ceux de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures, ni compromettre la neutralité et la probité de l'acheteur public.

14. REMISES FIN DE CONTRAT

Dans le cadre du présent marché, le titulaire consent à accorder une remise commerciale de fin de contrat, sous réserve des conditions définies ci-après.

➤ Base de calcul

La remise sera calculée sur le montant total hors taxes des prestations effectivement exécutées au cours de la période contractuelle, incluant :

- les fournitures livrées et réceptionnées,
- les prestations de maintenance réalisées conformément au marché,
- hors taxes, hors pénalités, hors taxes liées à des prestations supplémentaires non prévues au marché.

➤ Modalités de calcul

Tranche de montant HT exécuté	Taux de remise total applicable (%)
125 000 €	0%
125 001€ – 300 000 €	1 %
300 001 € et supérieur	3 %

➤ Conditions d'application

- La remise sera appliquée en fin de contrat, après réception définitive des prestations.
- Elle sera matérialisée par une facture rectificative ou un avoir remis à l'acheteur public dans un délai de 15 jours suivant la réception définitive.
- En cas de résiliation anticipée, la remise sera calculée prorata temporis, sur la base des prestations effectivement exécutées.

➤ Transparence et absence de contrepartie

- Cette remise est accordée sans contrepartie autre que l'exécution conforme des prestations par le titulaire.
- Elle ne constitue pas une libéralité, ni un avantage indu, et ne crée pas d'obligation de la part de l'acheteur public quant à des marchés futurs.

15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES



L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire:

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux bons de commande, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai d'un mois ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Cet article complète l'article 45 du CCAG.

Dans les cas et conditions prévus à l'article 45 du CCAG- FCS, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en oeuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations par un autre prestataire.

16. CONDITIONS DE RESILIATION

16.1 PRINCIPES GENERAUX

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

16.2 RESILIATION POUR RETRAIT DE L'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS

L'exécution du présent marché public est strictement conditionnée à la possession par l'établissement des équipements objet de la prestation de maintenance.

En cas de retrait de l'ensemble des équipements du lot, la résiliation du marché public est prononcée. Le cas échéant, le CHD Vendée ou l'établissement concerné informe le titulaire par lettre recommandée. La résiliation prend effet à date de retrait de l'équipement. La résiliation pour réforme de l'ensemble des équipements n'ouvre droit à aucune indemnisation.

16.3 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

16.3.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

16.3.2 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de

commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16.3.3 Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

16.4 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHÉ

Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

16.5 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG-FCS complétées des cas suivants :

- Non-respect de la clause de sauvegarde des prix,
- Changement de caractéristiques des produits ou prestations non validé par l'acheteur,
- En cas de non-respect de la réglementation, des préconisations de l'ANSM, risques dans la prise en charge du patient dans le cadre d'une matériovigilance, et perte marquage CE,
- Défaut de formation par le titulaire des équipes intervenantes sur les équipements.

16.6 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Cet article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, en ce qu'il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

17. REGLEMENT DES LITIGES

17.1 LOYAUTE CONTRACTUELLE

Le titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal vis à vis des établissements et s'oblige à apporter les moyens et faire preuve de la compétence, du soin, et de diligence appropriés dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire se doit de signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

17.2 REGLEMENT DES LITIGES

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché.

Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes
6 Allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

18. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 8.5 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS (pénalités).

L'article 9 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 4 du CCAG-FCS (documents contractuels).

L'article 14.5 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS (indemnité de résiliation)

D'une manière générale, le CCAG-FCS s'applique de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES A L'INVESTISSEMENT

Avertissement : Le titulaire doit, pendant toute la durée d'exécution des marchés, informer sans délai le CHD Vendée établissement support du GHT Vendée et les établissements membres du GHT Vendée, de tout évènement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi, ou la garantie des prestations objet du présent marché.

PRIX ET REGLEMENT

19. PRIX DU MARCHE

19.1 GENERALITES

Les prix s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation et s'appliquent aux prestations réellement exécutées. De façon plus détaillée, les prix comprennent :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures,
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires,
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement, d'hébergement et de restauration incluant la présence de l'équipe projet sur site et hors site,
- Les frais de reprographie,
- Les frais non mentionnés mais qui sont nécessaires à l'obtention d'une prestation de qualité.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

19.2 FORME DU PRIX

☐ Le marché est conclu à prix forfaitaires incluant tous les frais annexes (déplacements, restauration, reprographie, hébergement)

☒ **Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des prestations**

☐ Le marché est conclu à prix mixtes :

A prix unitaires pour

A prix forfaitaires pour

19.3 PRIX DEFINITIF

Les prix du marché d'acquisition (tables, accessoires, formation utilisateur) sont :

☒ **fermes sur toute la durée du marché.**

19.4 MODALITES D'ACTUALISATION DES PRIX

Sans objet

19.5 MODALITES DE REVISION DES PRIX

19.5.1 Date d'établissement du prix

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

19.5.2 Offre de prix promotionnels

Les offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'à la baisse, même en présence d'un prix ferme non actualisable ou prix non révisable.

Le titulaire pourra faire bénéficier à l'acheteur public, en cours de marché, des offres de prix promotionnelles. Le titulaire adressera le tarif promotionnel par tout moyen lui permettant de donner une date certaine ainsi que toutes les précisions utiles suivantes : durée de la promotion, désignation des produits concernés, différence entre le prix du marché et le prix promotionnel. Ce tarif sera annexé au marché. Ce tarif devra être transmis au chef projet achat responsable de ce dossier par mail puis par courrier postal dont les coordonnées figurent à la fin de ce document.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché initiaux sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

20. MODALITES DE REGLEMENT

Le présent marché public est financé sur les budgets propres des établissements.

20.1 PRESENTATION DES FACTURES

En application de l'article 11.5.1 du CCAG-FCS, l'acheteur décide que la remise de paiement intervient à l'issue de l'admission des fournitures.

Les factures portent, entre autres, les indications suivantes :

- l'identification du fournisseur : nom, adresse, RCS, ...,
- la date et le n° de la facture,
- l'identité postale ou bancaire indiquée dans l'acte d'engagement,
- l'identification de l'établissement membre du GHT Vendée : nom, adresse, n° FR...,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la nature et la quantité de fournitures livrées,
- le prix unitaire hors taxe des fournitures livrées,
- le montant total hors taxe,
- le taux et le montant des taxes,
- le montant total T.T.C.

20.2 FORME ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE



En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché (et les sous-traitants admis au paiement direct) sont tenus de transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/Une>

Une fiche pratique CHORUS est transmise en annexe pour accompagner la démarche.

Les factures dématérialisées adressées aux établissements membres du GHT Vendée doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

1. Le numéro du marché,
2. le numéro de SIRET, qui identifie l'établissement membre du GHT Vendée en tant que destinataire de la facture,
3. le code service ou n° d'engagement de l'entité de l'établissement membre du GHT Vendée en charge du règlement de la facture.

Le paiement des factures est effectué par virement administratif par le Trésorier Principal des Hôpitaux de chaque établissement partie au GHT Vendée selon les modalités de l'article R.2191-23 du Code de la Commande Publique (cf. annexe « liste des comptes assignataires »).

Les factures sont adressées au service et établissement émetteur du bon de commande (Annexe 9 Clause logistique). Les codes chorus y sont intégrés.

20.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de chaque facture par les établissements parties.

En cas d'application d'un escompte, ce délai pourra être réduit.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai peut être suspendu à la demande de la personne responsable du marché, du titulaire ou du comptable si la facture ou ses annexes présentent des anomalies en interdisant le paiement.

Le titulaire est tenu de signaler tout changement survenant au cours de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG.

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

20.4 NANTISSEMENT

Le titulaire pourra donner son marché en nantissement. Il devra en faire la demande auprès des directions financières des établissements. Un formulaire Notif sera réalisé et signé du directeur de l'établissement concerné.

20.5 AVANCES

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique. Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

20.6 LES ACOMPTES

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes dont la périodicité est fixée au maximum à trois mois. S'il entend bénéficier d'un acompte, le titulaire adresse une demande décrivant les prestations effectuées et leur montant. Le montant de l'acompte est arrêté par l'Acheteur public, en tenant compte le cas échéant du remboursement de l'avance ou des pénalités dues.

Les acomptes ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Pour que le mandatement d'un acompte soit possible, plusieurs conditions doivent être remplies : Le marché public doit avoir été notifié; Les prestations correspondantes doivent avoir été réalisées ; Un décompte doit avoir été produit.



Pour l'achat des équipements en investissement, objet du marché, des acomptes seront versés dans les conditions suivantes :

1. **Un acompte de 90% sera versé à la signature d'un procès-verbal de réception correspondant à la livraison, installation et mise en service de l'équipement avec la réalisation des essais ou qualifications nécessaires ;**
2. **Un acompte de 10% sera versé à la signature d'un procès-verbal d'admission correspondant à l'admission définitive de l'équipement permettant le lancement de la période de garantie.**

20.7 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

20.8 REMISE DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

La remise de la demande de paiement intervient soit :

- ☐ Après l'admission des prestations spécifiées par le marché
- ☐ A une date précise – *laquelle ?*
- ☐ Soit mensuellement à terme échu
- ☒ **aux dates prévues par le versement des acomptes (article 20.6 CCAP)**

20.9 CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

20.10 ACCEPTATION PAR L'ACHETEUR DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

La demande de paiement peut être refusée par l'acheteur lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct se conforment sans mise en demeure préalable à l'obligation à leur charge des transmissions des factures sous forme électronique.

Pour rappel :

L'application de la réglementation relative au retard de paiement, prévue aux articles L. 2192-10 à L. 2192-15 du code de la commande publique, suppose que le créancier ait rempli son obligation légale de transmission d'une facture sous forme électronique prévue aux articles L. 2192-1 et L. 2392-1 du code de la commande publique.

20.11 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de des propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire (sauf si le marché prévoit une répartition entre les membres du groupement : les modalités doivent être indiquées dans ce cas.)

DELAIS ET EXECUTION

21. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

21.1 DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Le début d'exécution des prestations est prévu :

- ☐ A partir du ou de sa date de notification du marché si elle est postérieure ;
- ☒ **A partir de la date de notification du bon de commande ;**
- ☐ A la date prévue sur le bon de commande.

L'expiration du délai d'exécution est prévue :

- ☒ **La date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison des équipements/accessoires.**
- ☒ **En cas de prestations intellectuelles (ex : études, formations), la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à l'acheteur ou la date de réalisation effective de la formation, en vue de l'engagement des opérations de vérification.**

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut se poursuivre dans un délai maximum de 12 mois après le délai de validité de l'accord-cadre.

Prolongation du délai d'exécution en cas de force majeure :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé, a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. L'absence de réponse de l'acheteur vaut décision de rejet.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

21.2 MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute au moyen de **bons de commande établis par le Département territorial des Ressources Matérielles et du Patrimoine** des établissements membres du GHT Vendée au fur et à mesure de leurs besoins.

Les prestations commandées prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution du bon de commande pour la période considérée.

Les bons de commande devront comprendre au moins les informations suivantes :

- l'objet de l'accord-cadre ;
- la référence du marché ;
- le numéro et la date de l'émission du bon de commande ;
- la désignation des parties contractantes : les coordonnées et raison sociale du titulaire du marché et les coordonnées de l'acheteur public et de la personne habilitée à passer commande ;
- le numéro du service facturier ;
- l'adresse de facturation ;
- la nature et la désignation détaillée de la prestation à réaliser ;
- la référence du devis le cas échéant ;
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement de la prestation (période de couverture du bon de commande) ;
- le montant total de la commande hors taxes (H.T.) en euros, le taux et le montant de la T.V.A., le montant de la commande T.T.C. en euros ;
- le cas échéant, les conditions de règlement ou autres observations.

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

21.2.1 Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un nouveau bon de commande qui sera envoyé et édité au titulaire.

21.2.2 Annulation d'un bon de commande

L'établissement peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation. Si le produit est réceptionné mais non déballé, il n'est pas considéré comme admis. Une négociation avec le titulaire pourra être engagée afin que la reprise de l'équipement soit réalisée sans indemnité.

21.3 LIVRAISON DES EQUIPEMENTS

21.3.1 Délai, lieu de livraison, installation et mise en service clinique des équipements

Chaque bon de commande précisera le lieu et le délai de livraison (maximum 8 semaines).

Les livraisons, à l'aide d'un camion à hayon, auront lieu à l'adresse qui sera indiquée sur le bon de commande établi, et aux horaires d'ouvertures correspondantes. Les adresses de livraison sont inscrits dans l'annexe 4 « fiche adhérent ».



Le délai de livraison commence à partir de la date d'émission du bon de commande. Le délai de livraison devra être le plus court possible. En aucun cas, le délai de livraison ne pourra être supérieur à 8 semaines. Les marchandises voyagent au risque et périls du titulaire du marché. Les conditions de transport doivent être conformes à la réglementation en cours et à venir, et garantir l'intégrité des produits livrés ainsi que leur traçabilité.

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison sur lequel figureront à minima les informations suivantes :

- l'identification du fournisseur,
- la référence du bon de commande,
- le numéro du marché,
- la date de livraison,
- la dénomination de la fourniture livrée,
- la quantité,
- les articles restant à livrer, le cas échéant.

La livraison, l'installation et la mise en service clinique des matériels feront l'objet d'un accord avec l'ingénieur biomédical de l'établissement qui en fixera le lieu et la date.

Le titulaire s'engage à assurer la **livraison, l'installation et la mise en service clinique des matériels la plus rapide possible, sans pouvoir excéder un délai de 8 semaines maximum à compter de la date de commande des équipements.**

Le titulaire remettra à l'acheteur, au moment de la livraison, une notice d'utilisation des matériels obligatoirement rédigée en français, destinée aux utilisateurs. La présence de ce document conditionne la réception du matériel et donc son règlement.

21.3.2 Conditions de livraison des équipements

Le titulaire sera tenu d'être présent pour l'installation du matériel.

L'établissement du GHT 85 se réserve le droit de refuser toute livraison en l'absence du titulaire ou de son mandataire, sans que ce dernier puisse prétendre à une indemnité de quelque nature que ce soit.

Le titulaire sera tenu de prévenir le service biomédical de sa présence dans les locaux de l'établissement du GHT85.

La livraison, l'installation et la mise en service sont entièrement à la charge du titulaire qui devra prévoir :

- Le déballage et l'évacuation des emballages vides,
- Le nettoyage et la remise en état éventuelle des locaux.
- Le cas échéant, à la demande de l'établissement, l'enlèvement de l'ancien matériel dans le respect des règles en vigueur et environnementales.

Toutes manipulations des fournitures jusqu'à leur réception par la personne publique ou son représentant sont à la charge et sous l'entière responsabilité du titulaire du marché.

21.3.3 Conditions de formation

Le titulaire s'engage à assurer la formation des utilisateurs.

L'offre devra inclure la proposition de formation de toute l'équipe médicale/paramédicale/technique appelée à utiliser et à entretenir les équipements.

Cette formation se décompose de la façon suivante :

- Formation sur site de toute l'équipe médicale/paramédicale appelée à utiliser et à entretenir les équipements sur le site de La Roche sur Yon du CHD Vendée, lors de la mise en service des équipements,
- Le cas échéant, la formation sur site de toute l'équipe médicale/paramédicale appelée à utiliser et à entretenir les équipements sur les établissements partis du GHT85, lors de la mise en service des équipements,
- À la demande des utilisateurs durant toute la durée du marché, une assistance à l'utilisation des équipements installés

- Une formation du personnel biomédical permettant d'assurer la maintenance des équipements en interne. Il est par conséquent attendu une formation technique de niveau 3, avec accès aux outils et logiciels de maintenance du fabricant, permettant d'assurer le même niveau de service par les techniciens biomédicaux du GHT85, que celui rendu par le technicien de maintenance du titulaire.

L'ensemble de cette prestation sera à la charge du titulaire comprenant sans exclusion possible :

- La formation,
- Le transport, et les frais de parking
- L'hébergement,
- La restauration.

21.3.4 Surveillance

La coordination de l'installation et de la mise en service, sa bonne exécution en conformité avec les normes en vigueur sont assurées par l'ingénieur biomédical de l'établissement en étroite coopération avec les techniciens monteurs du titulaire.

21.4 VERIFICATION - ADMISSION

21.4.1 Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler dans un premier temps, la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de transport et dans un second temps, la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande. Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, l'établissement membre du GHT Vendée concerné mettra en demeure le titulaire pour :

- soit reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande ;
- soit compléter la livraison dans un délai maximum de 30 jours calendaires ;

A l'issue de ce délai des pénalités de retard seront appliquées avec mise en demeure préalable par mail avec Accusé-réception.

Les frais de retour des marchandises sont à la charge du titulaire, dans tous les cas.

21.4.2 – Vérification qualitative et acceptation de la livraison

Le titulaire s'engage à livrer des fournitures conformes au cahier des charges pendant toute la durée du marché.

À compter de la livraison, l'établissement membre du GHT Vendée concerné dispose d'un délai maximum de vingt (20) jours calendaires pour procéder à la vérification qualitative, visant à contrôler la conformité matérielle et documentaire des fournitures.

À l'issue de cette vérification, l'établissement prononce :

- l'acceptation de la livraison, éventuellement assortie de réserves,
- ou l'ajournement,

- ou le rejet.

En l'absence de réserve ou de décision de rejet dans ce délai de 20 jours, l'acceptation de la livraison est réputée acquise. Cette acceptation ne vaut pas admission définitive des fournitures, laquelle n'intervient qu'après réception technique et période d'essai.

En cas de rejet pour non-conformité, le titulaire reprend et remplace les fournitures dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de l'émission du bon de commande. Les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Un sursis de livraison peut être accordé lorsque le titulaire justifie de causes non imputables ou de mesures particulières destinées à réduire les impacts environnementaux. La demande de sursis doit être transmise à l'établissement concerné dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception du bon de commande, en précisant les motifs et la durée souhaitée. L'établissement peut accepter ou refuser cette demande. Le sursis accepté suspend l'application des pénalités de retard pour une durée équivalente.

Les règles de computation des délais applicables sont celles du droit commun sauf stipulation contraire dans le CCAP:

- les délais ne comprennent ni les samedis, ni les dimanches, ni les jours fériés ;
- si le dernier jour est non ouvrable, le délai expire le premier jour ouvrable suivant ;
- lorsqu'un délai court à compter d'un événement, le jour de celui-ci n'est pas compté.

En cas de mauvaise exécution (qualité défectueuse, non-respect des délais, non-conformité), les établissements membres du GHT Vendée peuvent s'approvisionner auprès d'un tiers aux frais et risques du titulaire.

21.4.3 Réception technique et admission

Le transfert de propriété du titulaire vers les établissements membres du GHT Vendée est réalisé par l'admission pour les fournitures concernées.

Il sera procédé aux épreuves de réception du matériel pour vérifier le fonctionnement de la solution, et suivant une date choisie d'un commun accord entre :

- Le fournisseur,
- Le chef de service ou son représentant
- L'ingénieur biomédical,
- Le cas échéant, le responsable du service informatique ou/et de l'atelier courants faibles.

L'établissement du GHT85 souhaite la mise en place d'un protocole de réception de l'équipement, objet de la consultation. **Le titulaire intégrera ce protocole dans sa réponse.**

Ces épreuves consisteront également en la vérification :

- De la conformité de la livraison à l'objet du marché dans son ensemble,
- Du fonctionnement des équipements dans le respect du cahier des charges,
- Des sécurités existantes,
- De la programmation des formations,
- De la fourniture de la documentation technique et notices d'utilisation en français

- Du fonctionnement de la solution proposée dans son environnement (informatique et travaux),
- Que la garantie comprend les opérations de maintenance préventive et curative (pièces détachées, déplacement et main d'œuvre),
- Le nombre d'années pour lesquelles ils s'engagent par écrit à fournir des pièces détachées, à compter du mois de la remise des offres (idéalement, il est demandé un **engagement de 10 années**), les fréquences et la nature des maintenances.
- Un protocole de suivi d'assurance qualité.
- Un plan de prévention, (communiqué en Annexe 3)

Les éléments constitutifs du dossier technique ont une valeur contractuelle. L'absence de l'un d'entre eux est de nature à entraîner un report de la réception.

Si ces épreuves sont satisfaisantes, il sera déclaré sur le champ la réception de l'équipement et l'ingénieur Biomédical établira le « **Procès-Verbal de réception – mise en service** », signé contradictoirement par le titulaire, l'ingénieur biomédical responsable du dossier et la personne responsable du marché ou son représentant. La réception permettra la mise en service clinique de l'installation.

La réception pourra être assortie des réserves mineures constatées par les parties en regard des engagements du titulaire.

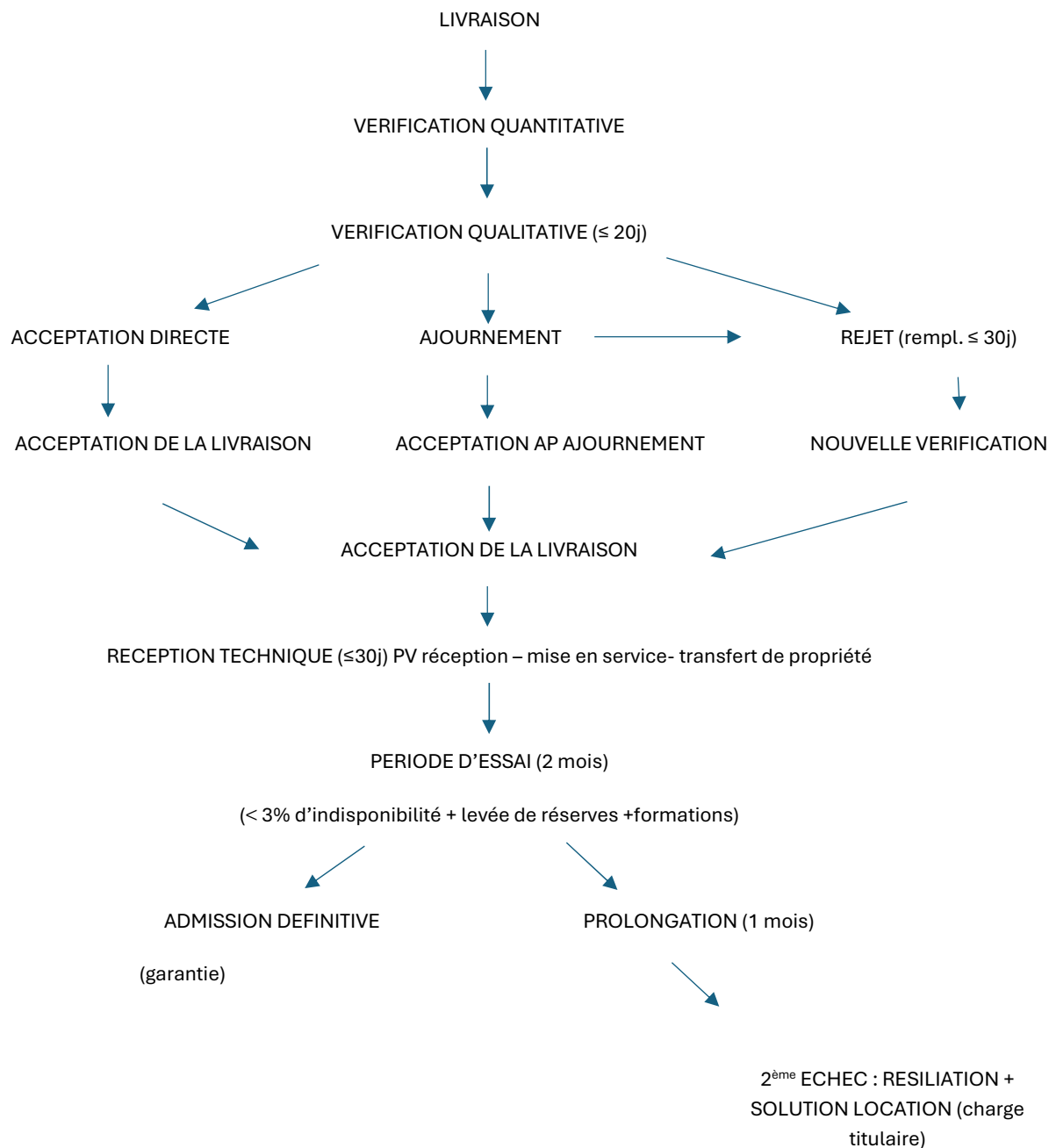
L'admission sera prononcée si pendant une durée de 2 mois à partir de la date de réception la somme des temps d'indisponibilité imputable aux équipements (matériel et logiciel) est restée inférieure à 3 % du temps d'utilisation effective. D'autre part, les réserves notifiées lors de la réception devront être levées et la formation devra être exécutée pour permettre le fonctionnement des équipements.

Si les contrôles sont satisfaisants, l'admission sera prononcée par le Directeur territorial des Ressources Matérielles et du Patrimoine, ou son représentant et fera l'objet d'un « **Procès-verbal d'admission** » qui servira de point de départ à la garantie.

Si l'admission est impossible la première fois, une nouvelle période de 1 mois sera permise. Au-delà de cette période, des pénalités de retard pourront être appliquées, telles que définies au CCAP, et proportionnellement au montant de la facturation encore due au fournisseur.

L'établissement du GHT85 se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure préalable en cas de rejet de matériel après 2 échecs au PV d'admission. Dans cette hypothèse de 2 échecs, le titulaire aurait à sa charge la mise en place d'une solution de location permettant d'effectuer les activités médicales objet du marché dont il subirait la totalité des coûts jusqu'à la mise en place d'une solution définitive de remplacement.

Schéma processus simplifié de contrôle et d'admission des équipements :



21.5 GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement à compter du jour de la réception technique, pendant un délai minimum de 24 mois.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

21.6 PENALITES

21.6.1 Pénalités de retard



Les pénalités de retard ne s'appliqueront que si le retard est imputable au titulaire du marché.

En cas de retard de livraison, les pénalités commencent à courir, **après** mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles du présent cahier des Clauses Particulières.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, la pénalité est calculée selon la manière suivante :

$$P = V * R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations, et/ou du bien, sur lesquels sont calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations, et/ou bien livré en retard, ou de l'ensemble des prestations de fourniture et main d'œuvre si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités sont plafonnées à hauteur de 10% du montant HT du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14. 1.3 du CCAG-FCS, toutes les pénalités sont dues quel que soit le montant et sont cumulatives.

21.6.2 Pénalités en cas de non remise des formalités liées au code du travail

En cas de travail dissimulé, le titulaire est tenu de fournir au CHD Vendée établissement support et aux établissements membres du GHT Vendée, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du Travail. En cas de non-accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.822-5 ou D.8222-7 du Code du Travail. Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le titulaire

encourt l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8 222-5 ou D.222-7 du Code du Travail.

21.7 RAPPEL DE PRODUIT - MATERIOVIGILANCE



En cas de retour pour non-conformité, à son étiquetage, à son adresse, à un évènement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié aux équipements ou accessoires, l'ensemble des frais de retour des équipements, accessoires concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes du lot complet sont à la charge exclusive du titulaire.

Dans le cas où le retour de produits défectueux donne lieu à un remplacement des produits concernés, les frais de transport, les droits de taxes et les couts des produits de remplacement sont à la charge du Titulaire.

DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES A L'EXPLOITATION : MAINTENANCE/FORMATIONS

Avertissement : Le titulaire doit, pendant toute la durée d'exécution des marchés, informer sans délai le CHD Vendée établissement support du GHT Vendée et les établissements membres du GHT Vendée, de tout évènement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi, ou la garantie des prestations objet du présent marché.

Attention : s'agissant d'un accord cadre à bons de commandes : la maintenance préventive est déclenchée par l'émission d'un bon de commande annuel sur la base des tarifs de l'annexe financière (Annexe 1 – BPU), en fonction des besoins des établissements.

La maintenance corrective est déclenchée par l'émission d'un bon de commande sur la base d'un devis dans les conditions du présent marché telles que décrites dans l'annexe financière (Annexe 1 – BPU).

Les conditions de réalisations des prestations de maintenance sont détaillées à l'article 8 du CCTP.

PRIX ET REGLEMENT

22. PRIX DU MARCHE

22.1 GENERALITES

Les prix s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation et s'appliquent aux prestations réellement exécutées. De façon plus détaillée, les prix comprennent :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures,
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires,
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement, d'hébergement et de restauration incluant la présence de l'équipe projet sur site et hors site,
- Les frais de reprographie,
- Les frais non mentionnés mais qui sont nécessaires à l'obtention d'une prestation de qualité.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

22.2 FORME DU PRIX

- ☐ Le marché est conclu à prix forfaitaires incluant tous les frais annexes (déplacements, restauration, reprographie, hébergement)
- ☐ Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des prestations
- ☒ **Le marché est conclu à prix mixtes :**

Les prix de maintenance biomédicale sont des prix unitaires pour la maintenance préventive et corrective à l'attachement, les achats sur catalogue (pièces, accessoires et consommables, prestation intellectuelle (formation) et des prix forfaitaires dans les autres cas.

Le prix des prestations de maintenance préventive est forfaitaire et comprend les prestations de maintenance pour chaque table, les frais de traitement des appels, les coûts et le temps de déplacement des techniciens et la garantie contractuelle.

Le prix des prestations intellectuelles : les prix des formations à la maintenance biomédicale sont des prix forfaitaires. Ils comprennent les frais pédagogiques, les coûts et le temps de déplacement des intervenants.

Les prix des pièces détachées, consommables et accessoires : le prix des pièces, consommables, accessoires est un prix unitaire. La remise est déterminée dans l'annexe financière ou le catalogue. Il inclut les frais de livraison et de garantie contractuelle.

22.3 PRIX DEFINITIF

Les prestations de maintenance définies dans le marché sont couvertes par un prix net HT incluant les prestations intellectuelles (planification...), la main-d'œuvre, les déplacements, les frais d'hôtellerie et d'hébergement, les kits de pièces détachées, les frais de transport des équipements de prêt nécessaires à l'exécution des prestations.

Le marché inclut, à l'attachement, d'éventuelles interventions ponctuelles effectuées à la demande expresse de l'établissement. Ces interventions feront l'objet d'une demande de devis le cas échéant, et ne seront réalisées qu'après accord de l'ingénieur biomédical de l'établissement.

Les prix du marché sont fermes sur une période de 48 mois à compter du 1^{er} juillet 2028.

Les prix sont :

☒ Révisibles ensuite annuellement (en année civile) avec prise d'effet au 1^{er} janvier N+1, après la période de 48 mois (année N)

☐ Révisibles selon la périodicité prévue ci-dessous

22.4 MODALITES DE REVISION DES PRIX

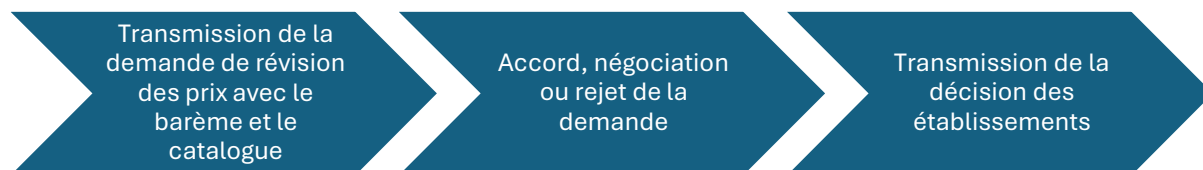
22.4.1 Date d'établissement du prix

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise finale de l'offre par le titulaire.

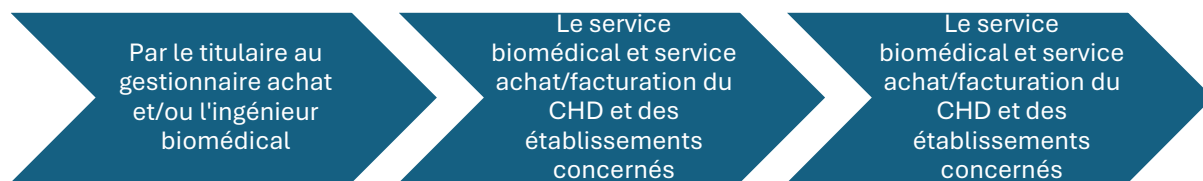
22.4.2 Révision des prix

Pour rappel, chaque établissement est responsable de la phase d'exécution de son marché. En conséquence, les demandes de révision des prix doivent être transmises à chaque établissement (au gestionnaire achat ou l'ingénieur biomédical).

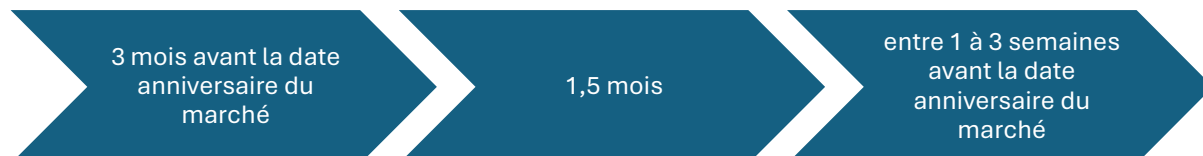
Etapes :



Intervenants :



Délais :



Une fiche établissement est jointe en annexe indiquant les coordonnées des services compétents en fonction des demandes.

Pour la maintenance (prix unitaires et forfaitaires) :

Les prix peuvent être révisés chaque année après la première période de 48 mois, soit une première révision des prix avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2032.

Le taux annuel de révision maximum est limité à 1 %.

A réception de la nouvelle proposition de prix l'établissement adressera au titulaire un "Bon pour accord" pour la poursuite du marché sur la base du nouveau prix

A défaut de nouvelle proposition de prix, le marché se poursuit à prix identique.



Trois mois avant la date anniversaire du marché soit avant le 30 septembre de l'année en cours, le titulaire pourra proposer un ajustement de ses prix à la hausse comme à la baisse pour la période contractuelle suivante de 12 mois en fonction des variations du barème applicable à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire justifiera l'évolution détaillée du prix au regard de l'évolution de sa structure de coût. Il indiquera à l'établissement concerné toutes les données relatives au barème clientèle, ce dernier doit être joint lors de chaque éventuel ajustement, daté et numéroté. L'établissement concerné se réserve la possibilité d'accepter ou non l'ajustement des prix proposés.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

Pour le catalogue (pièces détachées, accessoires, échanges standards et prestations intellectuelles)

Le catalogue de pièces détachées du titulaire pourra évoluer dans les conditions suivantes :

- Le titulaire s'engage à respecter le taux de remise contractuellement prévu dans son offre et à l'appliquer aux prix du catalogue « tarif public/clientèle » mis à jour annuellement ;
- Le titulaire pourra ajouter dans son catalogue de nouvelles pièces détachées liées à l'évolution technologique des équipements objet du lot ou à l'évolution des prestations de maintenance de ces équipements. Seules les pièces strictement nécessaires à la maintenance des équipements objet du lot concerné pourront être ajoutées. Le titulaire veillera à indiquer au CHD Vendée la liste de ces nouvelles pièces d'un montant supérieur à 1 000 €.

L'évolution du tarif catalogue du titulaire qui afficherait un taux d'augmentation supérieur à 1% pourra être compensé par une évolution du taux de remise afin de ramener à la hausse le taux de remise complémentaire de 1% par rapport au taux de remise initial.

22.4.3 Offre de prix promotionnelle

Les offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'à la baisse, même en présence d'un prix ferme non actualisable ou prix non révisable.

Le titulaire pourra faire bénéficier à l'acheteur public, en cours de marché, des offres de prix promotionnelles. Le titulaire adressera le tarif promotionnel par tout moyen lui permettant de donner une date certaine ainsi que toutes les précisions utiles suivantes : durée de la promotion, désignation des produits concernés, différence entre le prix du marché et le prix promotionnel. Ce tarif sera annexé au marché. Ce tarif devra être transmis au chef projet achat responsable de ce dossier par mail puis par courrier postal dont les coordonnées figurent à la fin de ce document.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché initiaux sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

22.4.4 Clause de sauvegarde/clause de butoir

Dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une hausse supérieure à **1 %** par rapport aux coûts initiaux, l'acheteur public se réserve la possibilité de limiter ou de s'opposer à une augmentation et d'engager une négociation ou résilier le marché, sans indemnité pour le titulaire.

NB : Pour les pièces détachées, consommables, L'évolution des coûts sera calculée sur la base du tarif de l'ensemble des pièces dans le cas où la variation des prix est identique pour toutes les références.

Dans le cas contraire, l'évolution sera calculée sur la base des 10 pièces détachées ayant généré les plus grandes dépenses de l'année.

Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

23. MODALITES DE REGLEMENT

Le présent marché public est financé sur les budgets propres des établissements.

23.1 PRESENTATION DES FACTURES

En application de l'article 11.5.1 du CCAG-FCS, le CHD Vendée décide que la remise de paiement intervient à l'issue de l'admission des prestations de maintenance.

Les factures portent, entre autres, les indications suivantes :

- l'identification du fournisseur : nom, adresse, RCS,,
- la date et le n° de la facture,
- l'identité postale ou bancaire indiquée dans l'acte d'engagement,
- l'identification de l'établissement membre du GHT Vendée : nom, adresse, n° FR...,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la nature et la quantité de fournitures livrées,
- le prix unitaire hors taxe des fournitures livrées,
- le montant total hors taxe,
- le taux et le montant des taxes,
- le montant total T.T.C.

23.2 FORME ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE



En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché (et les sous-traitants admis au paiement direct) sont tenus de transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/Une>

Une fiche pratique CHORUS est transmise en annexe pour accompagner la démarche.

Le paiement des factures est effectué par virement administratif par le Trésorier Principal des Hôpitaux de chaque établissement partie au GHT Vendée selon les modalités de l'article R.2191-23 du Code de la Commande Publique (cf. annexe 8 « liste des comptables assignataires »).

POUR LES PRESTATIONS EN FORFAIT :

Les factures seront établies accompagnées des rapports d'intervention.

Les prestations et fournitures exclues du forfait font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

Toutes les factures émises par le titulaire sont payables aux conditions prévues à l'article 10 du CCAG -FCS.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par des modifications proposées par le titulaire

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge du pouvoir adjudicateur :

- la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par le pouvoir adjudicateur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute du pouvoir adjudicateur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;

La facture comprendra la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante, contenue dans l'annexe financière (éventuellement actualisé suivant les différentes dispositions décrites dans le CCAP pour les révisions des prix).

POUR LES PRESTATIONS A L'ATTACHEMENT ET PIECES DETACHEES, CONSOMMABLES, PRESTATIONS INTELLECTUELLES :

Les factures seront établies, après exécution des prestations accompagnées des rapports d'intervention ou du bordereau de livraison et, le cas échéant, des devis approuvés.

La facturation fera apparaître de manière visible le numéro du bon de commande, le numéro du marché, la catégorie de l'intervention : « préventive » ou « corrective », ainsi que la référence du matériel, les prix de la prestation pour l'intervention préventive et corrective correspondante.

Attention : dans chorus, le numéro de bon de commande doit être saisi au niveau de la cellule du numéro d'engagement. Aucune autre information doit être apportée dans cette cellule.

Pour éviter tout rejet de facture, le titulaire s'engage à :

- veiller à ce que les prestations commandées ou pièces détachées commandées correspondent bien à l'intitulé des éléments du catalogue et/ou du bordereau de réponse technique et financière.

Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur ;

- Informer sans délai la cellule juridique des contrats de la commande publique du GHT Vendée de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à une autre société ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai l'établissement concerné.

Le titulaire s'engage à :

- reporter les éléments de l'intervention dans le registre de l'installation, conformément au décret no 2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité des dispositifs médicaux (article D.665-5-5-5) ;
- respecter la confidentialité des données traitées et en assurer la sécurité ;
- mettre à jour, en langue française, l'ensemble de la documentation afférente aux appareils concernés par le présent marché et la laisser sur le site à disposition des utilisateurs ;
- signaler à l'exploitant que son personnel n'est pas suffisamment formé à l'utilisation du matériel concerné ou ne répond pas à la qualification requise ;
- lors de tout déplacement ou démontage d'appareil, les opérations d'emballage, de chargement et de transport, seront effectuées sous le contrôle et selon les directives du titulaire ;
- fournir annuellement sur support informatique, au service Biomédical, le bilan évaluatif annuel en application de l'article 4.2.13 du CCTP ;
- analyser, conformément au décret no 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, les risques engendrés par ses interventions et à se rapprocher de l'hôpital en vue d'établir un plan de prévention, dans les cas prévus par ce décret.

Les factures sont adressées au service et établissement émetteur du bon de commande (Annexe 9 Clause logistique). Les codes chorus sont intégrés dans l'annexe 9 : clause logistique.

23.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de chaque facture par les établissements parties.

En cas d'application d'un escompte, ce délai pourra être réduit.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé, majorés de huit points de pourcentage.

Le délai peut être suspendu à la demande de la personne responsable du marché, du titulaire ou du comptable si la facture ou ses annexes présentent des anomalies en interdisant le paiement.

Le titulaire est tenu de signaler tout changement survenant au cours de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG.

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

23.4 NANTISSEMENT

Le titulaire pourra donner son marché en nantissement. Il devra en faire la demande auprès des directions financières des établissements. Un formulaire Notif sera réalisé et signé du directeur de l'établissement concerné.

23.5 AVANCES

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique, sauf si le titulaire renonce à cette avance.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique. Le titulaire doit avoir indiqué dans l'Acte d'engagement s'il renonçait ou pas au paiement de l'avance.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

23.6 LES ACOMPTES

Sans objet.

23.7 REMISE DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

Seules les prestations effectivement commandées, réalisées et validées comme telles par l'acheteur pourront être facturées. L'acheteur se réserve la possibilité de réclamer un remboursement en tout ou partie, en cas de réalisation incomplète de la mission ou réalisation dans des conditions ne respectant pas le présent cahier des charges.

Type de maintenance	Forme du prix	Remise de paiement
Maintenance préventive Maintenance corrective Maintenance tous risques	forfait	Semestrielle à terme échu
Maintenance préventive à l'attachement Maintenance corrective à l'attachement	unitaire	Au service fait
Fourniture de pièces détachées et accessoires nécessaires aux opérations de maintenance préventive / curative	unitaire	Au service fait
Réalisation de prestations intellectuelles	unitaire	Au service fait

La constatation du service fait est matérialisée par la remise du rapport d'intervention complété dans tous ses éléments. La facture ne portera que sur les prestations incluses au présent marché de maintenance. Toutes les prestations réalisées à l'attachement, de type corrective (pièces détachées...) seront facturées séparément.

23.8 CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

La demande de paiement est datée. Elle mentionne obligatoirement :

- Les références du marché : n° de marché
- La référence et désignation de l'équipement (n° de série)
- La période facturée par équipement (pas une période globale sur la facture)
- Le montant HT par équipement
- Remise
- Taux de TVA
- Le Montant TTC par équipement

ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du présent CCAP;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

23.9 ACCEPTATION PAR L'ACHETEUR DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

La demande de paiement peut être refusée par l'acheteur lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct se conforment sans mise en demeure préalable à l'obligation à leur charge des transmissions des factures sous forme électronique.

Pour rappel :

L'application de la réglementation relative au retard de paiement, prévue aux articles L. 2192-10 à L. 2192-15 du code de la commande publique, suppose que le créancier ait rempli son obligation légale de transmission d'une facture sous forme électronique prévue aux articles L. 2192-1 et L. 2392-1 du code de la commande publique.

23.10 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU SOUS-TRAITANCE

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de des propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire (sauf si le marché prévoit une répartition entre les membres du groupement : les modalités doivent être indiquées dans ce cas.)

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payées dans les conditions financières prévues par un acte spécial (Formulaire DC4).

DELAIS ET EXECUTION

24. DELAIS D'EXECUTION

Le Titulaire veillera à respecter les conditions décrites à l'article 7.2.6 du CCTP.

Le début d'exécution des prestations de maintenance est prévu :

☒ À partir du 01/07/2028

Pour les équipements en maintenance préventive ou tous risques sur une base forfaitaire.

☒ A compter du 01/07/2028, à partir de la date de notification du bon de commande

Pour les équipements en maintenance préventive à l'attachement, en maintenance corrective à l'attachement, pour la fourniture de pièces détachées, consommables, accessoires, prestations intellectuelles.

L'expiration du délai d'exécution est prévue :

☒ En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'acheteur, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison (pièces) ou de l'achèvement des prestations (maintenance, contrôle...)

☒ En cas de prestations intellectuelles, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des prestations à l'acheteur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

☒ En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché ou du bon de commande, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché ou du bon de commande.

Prolongation du délai d'exécution :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé, a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. L'absence de réponse de l'acheteur vaut décision de rejet.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

25. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

Conformément à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables avec mise en demeure par mail en accusé-réception.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées ainsi qu'il suit :

25.1 DISPOSITIONS GENERALES

Pour rappel : si un délai est exprimé en jours calendaire, il commence à courir au début de la première heure du premier jour et prend fin à l'expiration de la dernière heure du dernier jour du délai.

Si un délai exprimé en jours calendaires, il est à compter à partir du moment où survient un événement ou s'effectue un acte, le jour au cours duquel a lieu cet événement ou s'effectue cet acte n'est pas compté dans le délai.

D'autre part les règles suivantes sont applicables :

- Si le dernier jour du délai est un jour férié, un dimanche ou un samedi, le délai prend fin à l'expiration de la dernière heure du jour ouvrable suivant.
- Tout délai de deux jours ou plus comporte au moins deux jours ouvrables.
- Le calendrier de référence pour l'application des pénalités est le calendrier Français.

Pour rappel concernant les délais pour pénalités :

- **Jour calendaire** : Si un délai exprimé en jours calendaires, il est à compter à partir du moment où survient un événement ou s'effectue un acte, 24 heures calendaires correspondent à une journée de 24 heures d'affilées après réception de l'appel du client par le titulaire.

Exemple du délai sous 24 heures calendaires :

- Du lundi au jeudi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le lundi 11 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le mardi 12 mai, année N à 11h00).
- Du vendredi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le vendredi 25 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le lundi 28 mai, année N à 11h00)

- **Jour et heure ouvré :** un jour ouvré correspond à une période de 8h à 18h00 d'un jour compris entre le lundi et le vendredi, (hors jours fériés du calendrier français).

Exemple du délai de 3 jours ouvrés : un délai de 3 jours ouvrés correspond à 3 périodes de 10 heures comprises entre le lundi et le vendredi, sur la plage horaire de 8h à 18h, (soit 30 heures ouvrées).

- Dans le cas d'une déclaration de panne le mardi 12 mai à 10h00, l'équipement devra être opérationnel au plus tard le vendredi 15 mai à 10h00.
- Dans le cas d'une déclaration de panne le vendredi 15 mai à 10h00, l'équipement devra être opérationnel au plus tard le mercredi 20 mai à 10h00.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

25.2 PENALITES POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DE DEVIS

Une pénalité de 100 euros sera appliquée par jour ouvré de retard constaté à l'expiration du délai contractuel de transmission, toute journée entamée étant due, avec un maximum de 200 €.

25.3 PENALITES POUR RETARD DANS LA PRISE DE CONTACT POUR LA PLANIFICATION DES MAINTENANCES PREVENTIVES

Dans le cadre où la maintenance est confiée par l'établissement au titulaire du marché sur la base de prestations forfaitaires annuelles, celui-ci doit prendre contact par mail **au minimum 60 jours** (jours calendaires) avant la date de réalisation de chaque maintenance préventive conformément à l'article 7.2.3 du CCTP.

En cas de non-respect de ce délai minimum de 60 jours (jours calendaires), le titulaire pourra se voir appliquer, après mise en demeure, une pénalité forfaitaire de **25 € HT par équipement considéré**.

25.4 PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON DE PIECES DETACHEES / ACCESSOIRES/CONSOMMABLES

Les opérations de maintenance, préventive, ou corrective, réalisées par un technicien biomédical du GHT 85, peuvent nécessiter la commande de pièces détachées, kits, accessoires, etc.

Tout retard de pièce est susceptible d'entraîner un allongement du délai de remise en service du dispositif médical, à ce titre, le candidat doit s'engager sur sa réponse apportée dans l'annexe 1, « Bordereau de Réponse Technique et Financière », avec un délai inférieur à 3 jours ouvrés.

En cas de non-respect de l'engagement pris par le titulaire, des pénalités pourront être appliquées de la manière suivante :

- Entre l'expiration du délai inscrit dans l'annexe 1 par le titulaire, et le 3^{ème} jour ouvré, les pénalités pourront être appliquées à raison de 25 euros HT par article commandé, et par jour de retard.

Exemple :

- Réponse du candidat avec un délai de livraison de pièces détachées sous 1 jour ouvré
 - Commande de pièces par l'atelier biomédical le mardi 12 mai, il est attendu la réception des pièces le mercredi 13 mai. En cas de réception de la pièce le vendredi 15 mai, il sera retenu un retard de 2 jours ouvrés
 - Montant de pénalité applicable : 50 €HT
- A compter du 4^{ème} jour de retard, à 8h00, le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité d'indisponibilité décrite à l'article 25.10.

Exemple :

- Le titulaire indique avec un délai de livraison de pièces détachées sous 1 jour ouvré pour toute commande passé avant 14h00.
- Commande de pièces détachées émise au titulaire par l'établissement le mardi 12 mai à 13h00, il est attendu la réception des pièces le mercredi 13 mai. En cas de réception de la pièce le mardi 19 mai à 11h00, il sera retenu un retard de 2 jours ouvrés
 - Une première période de 2 jours ouvrés de retard, soit un montant de pénalité applicable : 50 €HT
 - Une seconde période de 2 jours ouvrés de retard s'inscrivant dans l'indisponibilité telle que décrite à l'article 25.10

25.5 PENALITES POUR RETARD DE REALISATION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE FORFAITAIRE

La périodicité des maintenances préventives doit être respectée conformément à la réponse du candidat communiquée en Annexe 1, colonne « Périodicité de la maintenance préventive, du contrôle de performance ».

En cas de non-respect ou de dépassement de l'exacte périodicité de la maintenance préventive du fait du titulaire celui-ci se verra appliquer après mise en demeure une pénalité de 25 euros par équipement concerné, et par jour calendaire de retard, (sur la base du calendrier français) durant les 20 premiers jours calendaires de retard.

Au-delà de 20 jours calendaires de retard chaque établissement du GHT 85 fera assurer, après mise en demeure, aux frais et risques du titulaire, la maintenance préventive par un prestataire de son choix.

L'établissement membre du GHT85 peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

S'il n'est pas possible à l'établissement du GHT 85 de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le cahier des clauses techniques particulières, il peut y substituer des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

25.6 PENALITES POUR PANNE NON BLOQUANTE, OU ITERATIVE, DU DISPOSITIF MEDICAL

- ✓ **Définition de la panne non bloquante** : Une panne non bloquante désigne toute anomalie, ou dysfonctionnement sans risque immédiat pour le patient ou l'utilisateur, et qui n'empêche pas l'exploitation du dispositif médical, mais qui présente une gêne à l'utilisation en affectant certaines fonctionnalités, pouvant nécessiter la mise en place de solutions de contournement.
- ✓ **Définition de la panne itérative** : une panne itérative est une panne non bloquante, aléatoire ou non, dont la survenue est répétée dans le temps, et qui présente les mêmes symptômes dans des conditions d'utilisation similaires.

Le délai de résolution de ce type de panne est fixé à 5 jours calendaires après signalement par l'établissement auprès du titulaire.

Au-delà de ce délai, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité d'un montant de 200 € par jour supplémentaire de retard de prise en charge (au-delà des 5 jours fixés pour la résolution).

Le montant de la pénalité ne pourra pas excéder 10% du montant du marché ou bon de commande (pour les cas de maintenance où il y a transmission d'un bon de commandes).

Si le retard incombe à l'établissement auteur de la demande d'intervention, les pénalités ne seront pas appliquées au titulaire du marché.

25.7 PENALITES POUR RETARD D'INTERVENTION DANS LE CADRE DE PRESTATIONS A L'ATTACHEMENT, (MAINTENANCE PREVENTIVE, CORRECTIVE).

Cas de la maintenance préventive : En cas de retard de réalisation par rapport à la date de réalisation de la dernière maintenance préventive, il pourra être appliqué une pénalité ayant pour origine l'envoi du bon de commande au titulaire du marché par l'établissement bénéficiaire de la prestation, selon les modalités suivantes :

- ✓ Article 25.3 du CCAP : le délai maximum pour la planification de la maintenance préventive est de 60 jours avant la dernière date de référence, (correspondant généralement la date de dernière maintenance préventive, ou par défaut à la date d'installation),
- ✓ La date de maintenance préventive à l'attachement correspond à la date de la dernière maintenance à laquelle s'ajoute la périodicité de maintenance inscrite par le titulaire dans l'annexe 1, sous réserve de la bonne transmission du bon de commande par l'établissement concerné 60 jours avant la date de maintenance à l'attachement.

Exemple : pour une maintenance réalisée le 10/04/2028, et dont la périodicité est de 12 mois, la prochaine maintenance devra être réalisée le 10/04/2029, ainsi, l'établissement devra transmettre son bon de commande au plus tard le 10/02/2029.

En cas de non-respect de ce délai minimum de 60 jours (jours calendaires), sous réserve d'un envoi à temps du bon de commande par l'établissement, le titulaire pourra se voir appliquer, après mise en demeure, une pénalité forfaitaire de **25 € HT par équipement concerné**, et par jour calendaire de retard, (sur la base du calendrier français) durant les 20 premiers jours calendaires de retard.

Au-delà de 20 jours calendaires de retard chaque établissement du GHT 85 fera assurer, après mise en demeure, aux frais et risques du titulaire, la maintenance préventive par un prestataire de son choix.

L'établissement membre du GHT85 peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

S'il n'est pas possible à l'établissement du GHT 85 de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le cahier des clauses techniques particulières, il peut y substituer des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Cas de la maintenance corrective : En cas de retard par rapport au délai de remise en état, il pourra être appliqué une pénalité ayant pour origine l'envoi du bon de commande au titulaire du marché par l'établissement bénéficiaire de la prestation.

- ✓ Dans le cas d'une intervention à l'attachement, le titulaire a un délai de 24 heures pour transmettre le devis à l'établissement, (cf Article 29 du CCAP). L'intervention sera déclenchée après émission du bon de commande par l'établissement.
- ✓ A partir de ce moment, le délai d'intervention du titulaire correspond au nombre d'heures ouvrées inscrites dans l'annexe 1.
- ✓ Ci-dessous le schéma explicatif :

Demande de devis				Intervention du
------------------	--	--	--	-----------------

	24 heures	Envoi du devis par le titulaire	XX heures	Envoi du bon de commande par l'établissement	Délai inscrit dans l'annexe 1	titulaire
--	-----------	---------------------------------	-----------	--	-------------------------------	-----------

25.8 PENALITES POUR ABSENCE DE TRAÇABILITE DES DISPOSITIFS MEDICAUX

La traçabilité de la maintenance préventive sur les dispositifs médicaux doit être réalisée par l'intermédiaire d'une étiquette conformément à l'article 7.2.10 du CCTP.

En cas de non-réalisation de cette traçabilité par le titulaire, ou de traçabilité non conforme, le paiement des prestations ne pourra pas être réalisé.

25.9 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES RAPPORTS D'INTERVENTION EN VERSION PDF

Le rapport d'intervention doit être remis au service biomédical immédiatement après l'exécution des prestations de maintenance ou dans un délai maximal de 7 jours (jours calendaires) conformément à l'article du 7.2.2 CCTP.

En cas de dépassement de ce délai de 7 jours une **pénalité de 25 euros par jour calendaire de retard** sera appliquée au titulaire après mise en demeure par équipement considéré.

25.10 PENALITES D'INDISPONIBILITE

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS, pour toute indisponibilité du matériel supérieure au délai de remise en service tel que mentionné à l'article 13 du CCAP, ayant son origine dans le défaut de la prestation objet du présent marché, des pénalités pour indisponibilité du dispositif médical pourront être appliquées.

Durant la période de garantie, et en cas de maintenance confiée au titulaire, ce dernier s'engage à assurer une disponibilité maximale des équipements.

25.10.1 Définition et Point de Départ

➤ Définition :

- ✓ Matériel concerné : Chaque dispositif médical faisant l'objet :
 - D'une période de garantie,
 - D'une couverture forfaitaire en maintenance curative
 - D'une couverture à l'attachement en maintenance curative

- Des pièces détachées et accessoires nécessaires au fonctionnement opérationnel du dispositif médical
 - ✓ Panne bloquante : la panne bloquante est attestée en cas d'arrêt d'exploitation de l'équipement
 - ✓ Indisponibilité : Est considérée comme indisponible tout équipement, (table opératoire et accessoires associés, par exemple kit de traction), dont l'usage est rendu impossible en raison d'un dysfonctionnement entraînant une panne bloquante.
 - ✓ Jour ouvré : cf article 25.1
- **Point de départ de l'indisponibilité :**
- ✓ Dans le cadre d'un équipement couvert en maintenance par le titulaire, (garantie ou contrat de maintenance) : L'heure de la réception effective de l'appel ou du courriel de l'hôpital par le prestataire, notifiant la panne.
 - ✓ Dans le cadre d'un équipement faisant l'objet d'une prestation de maintenance curative à l'attachement, (sur devis), pour panne bloquante : l'heure de réception du bon de commande transmis au titulaire par l'établissement concerné.
 - ✓ Dans le cadre d'un de livraison de pièces détachées ou accessoires nécessaires au fonctionnement supérieur à 3 jours ouvrés, (soit à compter du 4^{ème} jour ouvré, 8h00)

25.10.2 Seuil de Déclenchement de la pénalité

Le titulaire dispose d'une période maximale de 3 jours ouvrés pour remettre en fonctionnement opérationnel le dispositif médical après :

- ✓ La déclaration de la panne pour les équipements couverts par le titulaire dans le cadre de la garantie, ou d'un contrat de maintenance incluant le curatif,
- ✓ L'émission, par l'établissement auprès du titulaire, du bon de commande correspondant à la réalisation d'opération de maintenance curative pour panne bloquante.
- ✓ L'émission, par l'établissement auprès du titulaire, du bon de commande correspondant à la fourniture de pièces détachées, ou accessoires nécessaires au fonctionnement opérationnel du dispositif médical pour résolution de panne bloquante par un technicien biomédical de l'établissement.

Au-delà de ce délai, des pénalités pourront être appliquées au titulaire du marché après mise en demeure.

Seuil de déclenchement : délai de remise en service supérieur à 3 jours ouvrés après :

- ✓ La déclaration de la panne par l'établissement dans le cadre de la garantie, ou de prestations forfaitaires.
- ✓ L'émission du bon de commande par l'établissement

$$P = F \times R$$

P = Montant de la pénalité.

F = Forfait de pénalité applicable à l'heure de retard : 200 €HT

R = Le nombre d'heures de retard (durée de l'indisponibilité excédant le seuil de 3 jours ouvrés).

25.10.3 Exemple d'application

Exemple N°1 : Equipement couvert par le titulaire, (garantie ou maintenance forfaitaire) :

- Dans le cas d'une déclaration de panne le mardi 12 mai à 10h00, l'équipement devra être opérationnel au plus tard le vendredi 15 mai à 10h00.
- Dans l'hypothèse d'un retard poussant la remise en fonctionnement opérationnel au lundi 18 mai 15h00, il sera comptabilisé 15 heures ouvrées de retard. Le montant de la pénalité sera donc :

$$P = 200 \times 15, \text{ soit un montant de pénalité applicable de } 3\,000 \text{ €HT}$$

Exemple N°2 : Equipement faisant l'objet d'une intervention curative sur panne bloquante (maintenance curative à l'attachement) :

- Le cas échéant, après réception du devis, commande de prestation de maintenance curative émise au titulaire par l'établissement concerné le mardi 12 mai à 10h00, l'équipement devra être opérationnel au plus tard le vendredi 15 mai à 10h00.
- Dans l'hypothèse d'un retard poussant la remise en fonctionnement opérationnel au lundi 18 mai 10h00, il sera comptabilisé 10 heures ouvrées de retard. Le montant de la pénalité sera donc :

$$P = 200 \times 10, \text{ soit un montant de pénalité applicable de } 2\,000 \text{ €HT}$$

Exemple N°3 : Retard dans la fourniture de pièces détachées ou accessoires nécessaires au fonctionnement et entraînant de l'indisponibilité de matériel :

- Le titulaire indique avec un délai de livraison de pièces détachées sous 1 jour ouvré pour toute commande passé avant 14h00.
- Le cas échéant, après réception du devis, commande de pièces détachées émise au titulaire par l'établissement concerné le mardi 12 mai à 13h00, il est attendu la réception des pièces le mercredi 13 mai. En cas de réception de la pièce le mardi 19 mai à 11h00, il sera retenu un retard de 2 jours ouvrés
 - Une première période de 2 jours ouvrés de retard, soit un montant de pénalité applicable : 50 €HT
 - Une seconde période de 2 jours ouvrés de retard débutant le lundi 18 mai à 08h00 s'inscrivant dans l'indisponibilité
 - Période d'indisponibilité de 13 heures

$$P = 200 \times 13, \text{ soit un montant de pénalité applicable de } 2\,600 \text{ €HT}$$

Dans cet exemple, le montant total de pénalité est de 50 €HT + 2 600 €HT, soit 2 650 €HT

25.10.3 Plafond et préjudice

- **Plafond Annuel :** Le montant total des pénalités par dispositif médical ne pourra pas excéder 10 % du montant annuel du contrat de maintenance mis en place pour cet équipement.

- **Indemnisation en cas de préjudice** : Si le préjudice réel subi par l'hôpital excède le montant total des pénalités, l'acheteur public conserve le droit de réclamer des dommages et intérêts supplémentaires.

25.11 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

En cas de travail dissimulé, Le titulaire est tenu de fournir au CHD Vendée, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du Travail. En cas de non accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.822-5 ou D.8222-7 du Code du Travail. Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le titulaire encourt l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8 222-5 ou D.222-7 du Code du Travail.

25.12 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG FCS, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS,

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 4 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

25.13 PENALITES POUR ABSENCE OU ERREUR SUR DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

En cas de discordance récurrente sur les prix de facturation, sur la présentation de la facture ne respectant pas les conditions du présent cahier des charges, de mauvaise ou non transmission des factures sur chorus, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 5 euros par acte manquant ou erroné.

26 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'établissement membre du groupement de commandes, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les plannings d'intervention. L'établissement membre du groupement de commandes assure aux préposés du titulaire, chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux des établissements membres, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par les établissements membres du groupement de commandes.

27 GREVES

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer les prestations jugées indispensables prévues au marché en accord avec les sites.

Dans ces conditions, le titulaire du marché est tenu de présenter au site les moyens et modalités d'organisation d'un service minimum qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le CHD Vendée par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures ultérieures restant dues.

28 VENTE A DES TIERS

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo du groupement ou des établissements composant le groupement, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, le CHD Vendée se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

29 EMISSION DE DEVIS

Toute intervention corrective hors forfait sera soumise à l'acceptation préalable d'un devis le cas échéant, par le service biomédical de l'établissement.

Ce devis fera apparaître :

- le coût de la main-d'oeuvre HT (tarif horaire, temps passé, déplacement, et le cas échéant, coût des opérations de constat) ;
- la désignation et le coût des pièces détachées à changer (suivant tarif fourni) ;
- le montant de la TVA et le montant TTC ;
- la durée d'immobilisation maximale garantie jusqu'à la remise en service du matériel.

Le devis sera émis dans un **délai maximal de 1 jour ouvré**.

Exemple : L'établissement réalise une demande de devis le mardi 12 mai à 11h00, il est attendu le devis correspondant le 13 mai.

Accepté par le service biomédical du bénéficiaire, ce devis et le rapport d'intervention ou bon de livraison correspondant devront être joints à l'original de la facture pour conditionner le paiement.

30 DUREE DES INTERVENTIONS

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible et ne pas excéder les délais maximum contractuels mentionnés par le Titulaire et acceptés par les établissements. Elles devront être réalisées, sous la responsabilité et la supervision exclusives du Titulaire qui veillera à ne pas générer de perturbations ni de retards dans le fonctionnement de l'établissement bénéficiaire.

31 MATERIELS, OBJETS ET APPROVISIONNEMENTS CONFIES AU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 18 du CCAG FCS.

32 AMENAGEMENT DES LOCAUX DESTINES A L'INSTALLATION DU MATERIEL

Sans objet

33 STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS

33.10 STOCKAGE

Le titulaire est responsable du stockage des matériels, celui-ci assume à leur égard la responsabilité du dépositaire pendant toute la durée de stockage nécessaire.

33.11 EMBALLAGE

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport

Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation. Si le titulaire ne procède pas à l'évacuation des emballages, celui-ci peut encourir une pénalité de 100 euros par constat de non réalisation.

33.12 TRANSPORT

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

33.13 GESTION DES DECHETS

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché public vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 50 euros.

33.14 LIVRAISON

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Toute livraison réalisée par le titulaire est accompagnée d'un bon de livraison pour chaque destinataire, et comportant notamment:

- la date d'expédition;
- la référence à la commande ou au marché;
- l'identification du titulaire;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Si la disposition des locaux désignés pour la réalisation des livraisons entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par le marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ils font l'objet d'une modification du marché par clause modificative.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison. Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

33.15 SURVEILLANCE EN USINE

Il est fait application de l'article 22 du CCAG FCS.

34 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIES - MAINTENANCE

34.10 OPERATION DE VERIFICATION

25.10.4 Nature des opérations de vérifications

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire:

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

25.10.5 Délai de vérification

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG FCS, les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

L'acheteur peut à tout moment contrôler la quantité et la qualité des prestations réalisées avec l'aide d'un organisme extérieur.

L'acheteur dispose d'un délai maximum de cinquante jours calendaires à compter de la remise du rapport d'intervention pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

25.10.6 Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Pour les vérifications effectuées dans les établissements de l'acheteur le point de départ du délai est la date de livraison pour les pièces et consommables, de remise par le titulaire, du rapport d'intervention conforme validé par l'acheteur.

Pour les vérifications effectuées dans les établissements du titulaire ou tout autre lieu désigné dans les documents particuliers du marché, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

25.10.7 Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'acheteur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

25.10.8 Présence du titulaire

Lors de la réalisation des opérations de vérification par l'acheteur :

- Soit le titulaire ou son représentant est présent dans le cas où les opérations sont réalisées le jour de l'intervention de maintenance, le jour de la formation ou le jour de livraison des pièces et/ou consommables ;
- Soit ces opérations de vérification sont réalisées dans le délai maximum de vingt et un jours calendaires auquel cas, l'absence du titulaire au déroulement de l'opération de vérification ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

34.11 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 34.13.

Si aucune décision n'est notifiée dans un délai de 50 jours calendaires, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Les opérations de vérification des services (maintenance, formation) sont exécutées par l'acheteur. Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de cinquante jours calendaires.

Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison de la pièce ou du consommable ou date de la réalisation de la formation ou de la mise en service attestée par la remise du rapport d'intervention conforme et validé par l'acheteur, en ce lieu.

Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des stipulations ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

34.12 DECISIONS APRES VERIFICATION

Vérifications quantitatives : A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit:

- soit de reprendre l'excédent fourni (pièces...)
- soit de compléter la livraison (pièces, consommables) ou d'achever la prestation (maintenance, formation...)

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives : A l'issue de la remise des rapports d'intervention ou à l'issue du service fait, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30.

34.13 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend, dans le délai prévu à l'article 28 du CCAG FCS, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 28 du CCAG FCS, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

34.13.1 Admission

L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission. En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme du délai mentionné à l'article 28 du CCAG FCS.

34.13.2 Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de vingt et un jours calendaires. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 30.3 et 30.4 du CCAG FCS, dans un

délai de vingt et un jours calendaires courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné. Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de vingt et un jours calendaires vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de vingt et un jours calendaires, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire.

34.13.3 Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les vingt et un jours calendaires suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de vingt et un jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

34.13.4 Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

34.13.5 Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet:

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours calendaires à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose;
- et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

34.14 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations à l'acheteur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

34.15 PRESTATIONS DE MAINTENANCE

34.15.1 Conditions et modalités de la maintenance

La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire sous réserve de la validation du fabricant. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications. Il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n'assume les frais de ces changements.

L'acheteur s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché sauf cas d'exécution aux frais et risques dans les conditions du présent marché (article 15). Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché (CCPT).

34.15.2 Accès aux locaux de l'acheteur pour les opérations de maintenance

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les documents particuliers du marché (CCPT) et appelée période d'intervention.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché. (CCPT et Bordereau de réponse technique et financière).

L'acheteur assure aux préposés du titulaire, chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'acheteur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.

34.15.3 Maintenance dans les locaux du titulaire

Le marché prévoit de privilégier la maintenance sur site. Lorsque le titulaire doit impérativement réaliser la maintenance préventive dans ses locaux, ce dernier doit proposer un matériel de prêt. Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG FCS, le délai de restitution du matériel est de 5 jours calendaire.

Ce délai court de la date d'arrivée de l'élément nécessitant une maintenance préventive dans les locaux du titulaire jusqu'à la date d'arrivée de l'élément contrôlé, réparé, ou de l'élément de remplacement, dans les locaux de l'acheteur.

En cas de nécessité pour le titulaire du marché d'allonger le délai, tel que défini ci-dessus, ce dernier devra informer l'acheteur qui communiquera son accord, ou non.

Pour les opérations de maintenance corrective, les délais et conditions sont précisés à l'article 7.2.6 du CCTP.

34.15.4 Matériel de prêt

Dans l'objectif de répondre efficacement aux besoins des utilisateurs, les équipements de prêt devront offrir les mêmes fonctionnalités que ceux qu'ils viennent remplacer, et permettre si possible l'utilisation des mêmes consommables.

L'établissement restitue le matériel de prêt dès remise en service de l'équipement objet de la maintenance.

Le titulaire a la charge de l'acheminement et de la reprise du matériel de prêt.

Pénalités : Pour tout retard au-delà des délais d'obtention d'un matériel de prêt (indiqués dans le bordereau de réponse technique et financière), les mêmes pénalités de retard que celles définies à l'article 25 du CCAP seront applicables.

34.15.5 Commandes sur catalogue

Les établissements se réservent exceptionnellement la possibilité de recourir au catalogue tarif public du titulaire afin de commander des produits ou prestations en lien avec l'objet du marché et à la condition que cela n'en constitue pas une modification substantielle. Le cas échéant, un bon de commande est émis, mentionnant la référence sur catalogue ou la désignation de la prestation et appliquant le taux de remise indiqué par le titulaire. La possibilité de recourir au catalogue tarif public du titulaire est limité à 10% par lot pour toute la durée du marché.

34.15.6 Obligations de l'établissement

- Assurer la garde de tous les matériels, outillages, documents, pièces détachées et sous-ensembles, que le titulaire lui demandera de conserver auprès de cette installation (une liste détaillée de ces éléments sera préalablement fournie à l'établissement) ;
- Informer le titulaire de tout déplacement ou démontage d'appareils objets du présent marché ;

- Permettre le libre accès des appareils au personnel du titulaire qui disposera en outre de l'environnement nécessaire à l'accomplissement normal de ses prestations (local correctement équipé - électricité, fluides, téléphone) ;
- Respecter les horaires d'interventions (préventives ou curatives) programmées avec le titulaire. En cas de non-respect de ces horaires, le titulaire pourra facturer les prestations supplémentaires générées (temps d'attente, déplacement) ;
- Utiliser les appareils dans le respect des instructions du manuel opérateur, figurant sur le site et effectuer les procédures d'entretien ;
- Maintenir en conformité les alimentations en fluide et en électricité ainsi que les conditions d'environnement, dans le respect des instructions du manuel technique du matériel figurant sur le site ;
- Assurer les conditions de sécurité d'usage des personnels du titulaire pendant leurs interventions de maintenance et à leur remettre les appareils dans un parfait état de propreté et décontaminés le cas échéant ;
- Assurer, conformément au décret no 92-158 du 20 février 1992 et dans les cas prévus par ce décret, la coordination des mesures de sécurité prises par l'hôpital et par le titulaire afin d'assurer la prévention des risques liés aux activités de l'hôpital et du titulaire.

Si les personnels du titulaire considèrent que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent ou que l'état de fonctionnement ou de propreté de l'appareil constitue un risque pour la sécurité, ils en informent aussitôt l'hôpital qui devra prendre toutes les mesures nécessaires, aux fins de remédier aux faits constatés.

34.16 GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS :

Les fournitures du Titulaire bénéficient d'une garantie d'une durée contractuelle, pièces, main d'œuvre et déplacements de 3 mois minimum.

Les prestations du Titulaire bénéficient d'une garantie d'une durée contractuelle, main d'œuvre et déplacements de 6 mois minimum.

La garantie contractuelle démarre à la date de signature du PV d'admission, bon de livraison ou du rapport d'intervention.

A La Roche sur Yon, le **24 FEV. 2026**
Le Directeur général du CHD Vendée
Etablissement support du GHT Vendée
GHT 85
CHD Vendée
Etablissement Support
O. SERVAIRE LORENZET